



**Die Gewerkschaft.
Le Syndicat.
Il Sindacato.**

Résolution de l'assemblée des délégués d'Unia du 25 juin 2016

Pas d'Europe unie ni de Suisse sans cohésion sociale

Le 23 juin, une courte majorité des citoyen-ne-s britanniques a voté pour la sortie de l'UE. Comme pour chaque décision complexe, divers facteurs ont pesé lourd dans la balance. Le Brexit est indiscutablement aussi l'expression d'un mécontentement répandu outre-Manche face au statu quo actuel.

Le démantèlement social et la pauvreté comme toile de fond

Cette insatisfaction s'explique par l'évolution problématique de la société anglaise depuis les années au pouvoir de Margaret Thatcher. Aucun autre pays européen n'a démantelé ses services publics, sa sécurité sociale et les droits des travailleurs ni déréglementé son marché du travail aussi brutalement que ne l'a fait la Grande-Bretagne. Aucun autre pays n'a introduit aussi rapidement la libre circulation des personnes, sans prévoir la moindre mesure d'accompagnement. Il en est résulté une importante dénivellation des injustices sociales, une désindustrialisation rapide et un grave chômage de masse.

En Angleterre, même les gens ayant un travail ne sont pas à l'abri de la pauvreté. Une famille britannique sur trois vit aujourd'hui dans la pauvreté. Un adulte sur quatre se prive à table pour que d'autres mangent à leur faim dans le ménage. En Grande-Bretagne, la mortalité infantile est plus élevée que partout ailleurs dans l'UE (sauf à Malte). Les populistes de droite ont su exploiter ces écarts choquants dans leur campagne pour le Brexit, afin d'attiser la haine contre les travailleuses-eurs migrants et les « parasites de la société ».

Nécessité d'un changement de cap de l'Union européenne

Le non britannique est un signal clair d'avertissement à l'UE: une Europe unie n'est pas possible en creusant les écarts sociaux! Dans d'autres pays aussi, la politique d'austérité antisociale et antidémocratique menée par la Commission européenne a attisé les frustrations. Les privilèges et droits spéciaux liés à la nationalité britannique (et refusés aux migrant-e-s) que l'UE a récemment accordés au gouvernement Cameron n'y changeront rien. Il conviendrait plutôt en revenir à l'idée de base

solidaire qui a fait le succès du projet de construction européenne au siècle dernier: seule une Europe fondée sur la cohésion sociale et sur les droits sociaux a un avenir, l'heure est à une union politique qui permette à la population d'influencer démocratiquement la mise en place de conditions de vie équitables.

On ignore si le changement de cap nécessaire se fera dans l'UE. Paradoxalement, le départ de la Grande-Bretagne pourrait améliorer les chances d'y parvenir. Car les représentants du gouvernement britannique ont toujours freiné des quatre fers dès qu'il était question de réformer l'UE en direction d'une union sociale et démocratique.

Lutte contre le franc fort, de nouvelles mesures accompagnantes, meilleure protection des travailleuses-eurs

La réaction des marchés financiers au Brexit représente une menace directe pour l'économie suisse. Unia attend donc de la Banque nationale qu'elle combatte énergiquement l'appréciation du franc et qu'elle réintroduise un niveau plancher.

En outre, la Suisse doit tirer du Brexit les conclusions qui s'imposent. Ici non plus, la majorité du peuple ne voudra plus entretenir de bonnes relations avec l'UE, et en particulier maintenir la libre circulation des personnes sans extension de la protection sociale. Il est exclu de compenser un climat d'incertitude et d'inégalités sociales par des privilèges et droits spéciaux liés à la nationalité. Au lieu d'un régime discriminatoire, il faut prévoir une protection efficace des salaires et des conditions de travail en Suisse, et des améliorations ciblées de la situation de tous les travailleuses-eurs. La Suisse doit améliorer la protection de la main-d'œuvre âgée, les possibilités de formation et de perfectionnement, ainsi que la conciliation entre vie professionnelle et familiale. Elle peut parfaitement introduire de son propre chef de telles mesures, pour autant qu'elles ne dépendent pas de la nationalité. C'est même l'unique moyen, pour notre pays, de poursuivre sur la voie bilatérale avec l'UE.